



## NOTICE D'INFORMATIONS À L'ATTENTION DES BÉNÉFICIAIRES POTENTIELS D'UNE AIDE DANS LE CADRE D'UN CONTRAT NATURA 2000

(TYPES D'OPÉRATION 7.6.2 « CONTRATS NATURA 2000 EN MILIEUX NON-AGRICOLÉS ET NON-FORÊTIERS »  
ET 8.5.1 « INVESTISSEMENTS AMÉLIORANT LA RÉSILIENCE ET LA VALEUR ENVIRONNEMENTALE DES  
ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS - VOLET « CONTRATS NATURA 2000 EN FORÊT »  
DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL 2014-2020 DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE)

### IMPORTANT :

Nous sommes là pour vous aider.

Cette notice présente les principaux points de la réglementation. Lisez-la avant de remplir le formulaire de demande d'aide.

Si vous souhaitez davantage de précisions, contactez la ddt du département où est situé le site natura 2000 concerné, ou la dree s'il est localisé en petite couronne de la région île-de-france, et conservez un exemplaire de votre demande de subvention.

### RAPPEL :

#### 1. Présentation du dispositif d'aide :

Le dispositif vise à financer les actions de conservation ou de restauration des habitats et des espèces ayant justifié la proposition d'un site Natura 2000. Ce contrat permet de mettre en œuvre les préconisations de gestion des sites Natura 2000 définies dans le document d'objectifs (DOCOB) de chaque site.

Il s'agit d'actions liées à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 (proposés ou désignés) à vocation non productive mises en place par des acteurs du monde rural, en dehors d'une activité agricole et en dehors des actions forestières productives. Le dispositif finance des contrats Natura 2000 renvoyant à des interventions sur des milieux très divers : zones humides, milieux aquatiques, forêts, landes, friches, coteaux, espaces littoraux...

Les parcelles concernées par le contrat peuvent bénéficier de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) si les travaux respectent les préconisations du DOCOB (approuvé par arrêté préfectoral) et si le site Natura 2000 est désigné par arrêté ministériel (voir annexe du formulaire).

#### 2. Zonage géographique pour ce dispositif :

Le contrat Natura 2000 porte sur des terrains inclus dans un site Natura 2000 doté d'un DOCOB opérationnel.

#### 3. Financements mobilisés :

Les financements mobilisés proviennent de l'Union européenne (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural – FEADER) et du Ministère de la Transition Écologique et Solidaire (MTES).

D'autres financeurs (Agence de l'eau, Conseils régionaux et départementaux...) peuvent participer au financement de ce dispositif en fonction des choix opérés localement.

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est notamment l'organisme payeur des fonds de l'Europe et du MTES.

## A. CONDITIONS D'OBTENTION ET MONTANT DE LA SUBVENTION

### Qui peut demander une subvention ?

Est éligible toute personne physique ou morale, publique ou privée, titulaire de droits réels et personnels lui conférant la jouissance des terrains inclus dans le site, sur lesquelles s'appliquent **les actions rendues éligibles dans le DOCOB du site**.

Cela sera selon les cas :

- **le propriétaire** ;
- **la personne** disposant d'un mandat la qualifiant juridiquement pour intervenir et pour prendre les engagements de gestion sur la durée mentionnée au contrat Natura 2000.

Les personnes physiques ou morales pratiquant une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code rural ne peuvent signer un contrat Natura 2000 **que pour les actions à vocation non agricole suivantes** : opérations innovantes en faveur d'espèces ou d'habitats d'intérêt communautaire et aménagements artificiels en faveur d'espèces d'intérêt communautaire justifiant la désignation du site ou pour les contrats forestiers.

Pour les actions contractuelles N01Pi et N02Pi les modalités de gestion du site après le chantier d'ouverture doivent être inscrites dans le contrat Natura 2000 au moment de sa signature, en engagement rémunéré ou non.

### Quelles sont les zones géographiques concernées ?

Tout type de terrains inclus dans un site Natura 2000 (proposé ou désigné) doté d'un DOCOB opérationnel, hormis les surfaces déclarées au titre de la Politique agricole commune (PAC).

Cependant, certaines actions peuvent être contractualisées sur ce dernier type de parcelle soit du fait de la vocation non agricole des engagements (Cf. Paragraphe ci-dessus), soit pour privilégier une intervention collective telles que les actions d'entretien de cours d'eau (*Exemple : N11Pi*) et les actions s'insérant dans une intervention collective d'information aux usagers pour limiter leur impact (*Exemple : N26Pi*).

### Quelles sont les activités concernées ?

Toutes les actions de gestion prévues par le DOCOB du site issues de la liste nationale<sup>1</sup> des actions contractuelles de gestion des sites Natura 2000 (liste présentée en page 6 de la présente notice). Il est recommandé de réaliser un dossier par type d'opération concerné.

#### Exemple d'actions :

- Restauration des milieux ouverts par débroussaillage ;
- Action d'entretien des milieux par une fauche ou un pâturage ;
- Création ou rétablissement de clairières...

#### Durée d'adhésion :

Les contrats Natura 2000 sont établis pour une durée minimale de 5 ans.

**Rappel** : les contrats forestiers visant le développement des arbres sénescents sont signés pour 5 ans mais engagent le bénéficiaire à maintenir les arbres sénescents pendant 30 ans.

### Quelles dépenses sont subventionnées ?

Les dépenses sont éligibles à condition qu'elles soient fondées sur des coûts réels ou des coûts simplifiés (barèmes, forfaits...) liés à la mise en œuvre de l'opération (payés sur la base de factures, de fiche de paie, d'une comptabilité de suivi des temps passés ou d'un barème). Dans le cas où l'aide est accordée sur la base d'un barème fixé par un arrêté préfectoral et certifié par un organisme indépendant, le seul justificatif est l'engagement du bénéficiaire à réaliser les travaux.

#### 1. Dépenses éligibles au titre du FEADER :

- Prestations de service ainsi que des achats d'équipements et de fournitures directement liés à l'action et surcoûts le cas échéant ;
- Frais de personnels et frais professionnels associés ;
- Frais d'études et frais d'expert dans la limite de 12 % du montant HT de l'action (suivi de chantier, diagnostic à la parcelle réalisé après signature du contrat si celui-ci n'a pas déjà été financé par ailleurs).

#### 2. Dépenses éligibles au titre des crédits État uniquement :

- Les dépenses d'amortissement et les frais de structure liées à l'action ;
- **La TVA, si elle est supportée par le bénéficiaire.**

---

<sup>1</sup> Au titre du décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 2008.

## IMPORTANT :

### Les dépenses suivantes ne sont pas éligibles :

- x Les dépenses réalisées pour le respect des législations communautaires, nationales et des réglementations en matière d'environnement et notamment les mises aux normes, de santé publique, de santé des animaux et des végétaux, de bien être animal et de sécurité du travail ;
- x Les dépenses liées à la mise en place de mesures compensatoires (loi sur l'eau, protection des espèces protégées, urbanisme, défrichement...);
- x L'animation de la mise en œuvre du DOCOB et les actions de sensibilisation ou de communication globale sur le site<sup>2</sup> ;
- x Les diagnostics ou expertises préalables au dépôt d'une demande de subvention au titre d'un contrat Natura 2000 ;
- x L'achat de gros matériels tels que véhicules ou engins professionnels ;
- x Les investissements de simple remplacement ;
- x Le matériel d'occasion ;
- x L'achat d'animaux, la location d'animaux reproducteurs ou l'achat de saillie ;
- x Les suivis scientifiques ;
- x Les acquisitions foncières ;
- x Le bénévolat ;
- x Les impôts et frais financiers.

## Caractéristiques de l'aide :

L'aide accordée permet de couvrir les frais liés à la mise en œuvre de l'opération.

### ATTENTION

Les **collectivités territoriales** (CT) ou les groupements de collectivités territoriales **maîtres d'ouvrage d'une opération d'investissement** doivent apporter une **participation minimale de 20 %<sup>3</sup> du montant total** des financements apportés par des personnes publiques (voire 30% si pluralité de collectivités avec chef de file - L111-9 du CGCT). 34 contrats d'investissement répondent à cette obligation (ceux dont la nomenclature termine par un « i ») et seuls les 15 contrats de fonctionnement peuvent être financés à 100 % par des financements nationaux et européens.

L'autofinancement de la collectivité territoriale est un financement public d'une maîtrise d'ouvrage publique, il donne lieu à un cofinancement FEADER. Pour un cofinancement FEADER maximal de 50 %, on a donc une répartition des financeurs tels que la CT participe à 20%, l'État à 30 % du montant total des dépenses pour un contrat d'investissement dans le cas où l'État est l'unique cofinancier.

### 1. Modalités de calcul de la subvention :

Le taux de financement de l'État est variable en fonction des priorités régionales et de l'implication financière des collectivités ou autres partenaires financiers. Il peut atteindre le taux global de 100 % du montant des dépenses éligibles. Le FEADER interviendra à hauteur de 50 % de la dépense retenue comme éligible à ce fond.

### 2. Modalités d'intervention des autres financeurs :

Les modalités d'intervention des financeurs (Agence de l'eau, collectivités territoriales...) autres que l'État sont définies localement. Veuillez vous rapprocher du guichet-unique – service-instructeur pour plus d'informations.

### ATTENTION

Les travaux ne peuvent pas débuter avant le dépôt du dossier.

L'opération ne doit pas être achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement ne soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion, que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués par le bénéficiaire.

Toutefois, le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de la part de l'État et des autres financeurs de l'attribution d'une subvention. Vous recevrez ultérieurement la notification de la décision.

## RAPPEL DE VOS ENGAGEMENTS :

Pendant la durée d'engagement, soit à minima cinq années, vous devez notamment :

- ① **Respecter la liste des engagements** figurant en page 6 du formulaire de demande d'aide, et notamment :
  - Le respect des engagements figurant dans les cahiers des charges des mesures de gestion préconisées par le DOCOB ;
  - Détenir les droits réels et personnels des terrains sur lesquels des actions doivent être mises en œuvre pendant la durée du contrat et respecter les obligations fixées par les articles R.414-11 et suivants du Code de l'environnement.
- ② Vous **soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place** prévus par la réglementation ;
- ③ **Informez le guichet-unique - service-instructeur en cas de modification du projet, du plan de financement, des engagements des propriétaires ou ayants-droits et du respect des règles de la commande publique** le cas échéant ;
- ④ **Informez le guichet-unique - service-instructeur du début d'exécution** de votre opération.

<sup>2</sup> Ces actions sont éligibles au titre de la sous-mesure 7.6.1 « Animation des documents de gestion des sites Natura 2000 ».

<sup>3</sup> Article L.1111-10 et L.1111-9 du CGCT.

## FORMULAIRE À COMPLÉTER

### Demande :

Vous devez remplir votre demande d'aide que vous déposerez **en un seul exemplaire** auprès du guichet-unique - service-instructeur, quel que soit le nombre de financeurs. Le guichet-unique – service-instructeur transmettra le cas échéant les informations concernant votre demande de subvention aux autres partenaires financiers.

Ce formulaire permet de recueillir les informations nécessaires à l'administration pour instruire votre demande d'aide.

Vous constituez le dossier de demande d'un contrat Natura 2000. Le modèle de fiche de présentation des dépenses figurant en fiche jointe au formulaire doit être rempli pour chaque action réalisée.

Quel que soit le type d'action souscrite, l'aide prévisionnelle sera calculée sur la base de devis, dépenses de personnels, frais réels, coûts forfaitaires et des fiches de présentation des dépenses figurant dans la fiche jointe au formulaire de demande.

**Rappel :** pour l'action visant au développement d'arbres sénescents, le recours à des coûts simplifiés établis par arrêté préfectoral ou dans un Programme de développement rural est obligatoire.

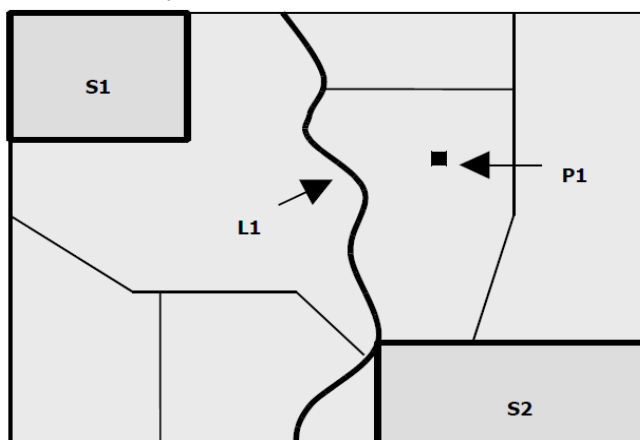
Le tableau des dépenses prévisionnelles figurant en page 5 du formulaire récapitule les dépenses par action. La fiche jointe au formulaire permet de détailler le montant par action et par nature de dépenses.

#### ➤ Comment remplir le plan de localisation des actions ?

Vous fournirez à l'appui de votre demande un plan de localisation des actions soit sur un fond cadastral, soit sur un fond orthophotoplan. Chaque action doit être nommée sur le plan selon un identifiant déterminé en fonction de son type d'unité. Cet identifiant est reporté dans le tableau des dépenses prévisionnelles du formulaire (colonne « id. élément ») et rattaché à l'action contractuelle (colonne « code » et « libellé » de l'action).

Id. élément	Type d'unité	Action contractuelle	
		code	libellé
S 1	Surfacique (hectare)	N01Pi	débroussaillage
S 1	Surfacique (hectare)	N05R	fauche
S 2	Surfacique (hectare)	N03Ri	Gestion pastorale
L 1	Linéaire (mètre linéaire)	F06i	Restauration d'une ripisylve
P 1	Ponctuel (en nombre d'unité)	F02i	Création de mares

Lorsque plusieurs actions sont localisées au même endroit un seul identifiant « id\_élément » sera associé. Dans cet exemple, les actions « débroussaillage » et « fauche » portent sur la même parcelle et leur identifiant est S1.



### Principales pièces à joindre :

La liste des pièces à joindre est indiquée en page 8 du formulaire de demande d'aide. Le RIB, le K-bis ou autre justificatif de l'existence légale du bénéficiaire, ainsi que les pièces liées à l'identification du demandeur ne sont pas à fournir si l'administration en dispose déjà.

De plus, il convient de noter qu'un **formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique est à compléter et à joindre au formulaire de demande d'aide** si celle-ci est présentée par :

- un service de l'État ou un établissement public de l'État n'ayant pas un caractère industriel et commercial ;
- une collectivité territoriale ou un établissement public local ;
- un organisme de droit privé mandataire d'un organisme soumis au Code des marchés publics ;
- un organisme de droit privé ou public ayant décidé d'appliquer le Code des marchés publics ;
- une structure soumise à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des marchés publics et le décret n°2016-279 du 8 mars 2016.

## SUITE DE LA PROCÉDURE

Le guichet-unique – service-instructeur vous enverra un accusé de réception du dépôt de dossier de demande d'aide.

Par la suite, vous recevrez :

- soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes ;
- soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Votre demande (si votre dossier est complet) sera analysée par un Comité régional de programmation, sous présidence du Conseil régional. Vous recevrez ensuite soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée, ainsi que les motifs de ce rejet.

Si une subvention prévisionnelle vous est attribuée : il vous faudra fournir au guichet-unique - service-instructeur, selon les modalités fixées par la convention juridique, vos justificatifs de dépenses et remplir un formulaire de demande de paiement. Vous pouvez demander le paiement d'un ou de plusieurs acomptes de subvention (limités à 5) au cours de la réalisation de votre projet (5 ans).

Les recettes sont les ressources résultant directement ou devant résulter, au cours de la période d'exécution d'une opération cofinancée, de ventes, de locations, de services, de droits d'inscription ou d'autres ressources équivalentes.

Les recettes prévisionnelles éventuelles générées par l'opération seront déduites de vos dépenses réelles au moment de la mise en paiement et du calcul de l'aide à payer. Celles-ci doivent néanmoins rester marginales.

La décision juridique attributive de l'aide indiquera dans quel calendrier vous devez terminer les travaux et adresser la dernière demande de paiement au guichet-unique – service-instructeur.

La subvention du Fonds européen agricole pour le développement rural ne pourra vous être versée qu'après les paiements effectifs des subventions des autres financeurs.

## **CONTRÔLES ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS**

Des contrôles sur place peuvent être organisés sur le lieu de l'opération subventionnée. Dans ce cas, vous êtes informés par courrier au moins 48 h à l'avance.

### **Le contrôle porte sur tous les renseignements fournis et sur vos engagements :**

Le contrôleur doit vérifier l'exactitude des éléments indiqués dans la demande et vérifier le respect des engagements souscrits. En cas d'anomalie constatée, le guichet-unique - service instructeur vous en informe et vous met en mesure de présenter vos observations.

#### **ATTENTION**

Le refus de contrôle, la non-conformité de votre demande, le non-respect de vos engagements, une fraude manifeste ou une fausse déclaration peuvent entraîner le reversement total de la somme perçue assorti des intérêts au taux légal en vigueur.

### **Pièces qui peuvent être demandées lors d'un contrôle :**

- Toutes pièces permettant de justifier de la réalisation effective de l'opération ;
- Les éléments permettant de reconstituer le temps de travail du personnel intervenant sur les actions ;
- Les factures, les documents comptables...

### **Points de contrôle :**

- Vérification de la réalisation effective des actions selon le cahier des charges de chaque action ;
- Vérification que les paiements effectués au bénéficiaire peuvent être justifiés par des factures ou pièces de valeur probante équivalente ;
- Vérification de tous les engagements et obligations du bénéficiaire qui peuvent être contrôlés au moment de la visite.

### **Modification du projet, du plan de financement, des engagements :**

Toute modification financière ou matérielle du projet doit être notifiée par le bénéficiaire au guichet-unique - service-instructeur par lettre en recommandé avec accusé de réception avant sa réalisation dans un délai de 10 jours à partir du moment où il est en mesure de le faire et avant la mise en œuvre de la modification. Le guichet-unique - service-instructeur, après examen, prendra les dispositions nécessaires et le cas échéant établira un avenant à la convention d'attribution de l'aide avant la fin d'exécution de l'opération.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique. Les destinataires des données sont le Conseil régional d'Île-de-France, le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, l'Agence de services et de paiement et les autres financeurs potentiels. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit veuillez vous adresser à la DDT du département où est situé le site Natura 2000 concerné, ou à la DRIEE s'il est localisé en petite couronne de la région Île-de-France.

### **PUBLICITÉ :**

La réglementation européenne impose des règles de publicité liées au versement de la subvention FEADER, tels que :

- Obligation de mettre le logo (drapeau européen) avec Union européenne en toutes lettres, en dessous, sur l'ensemble des supports/documents/panneaux ;
- Obligation de mentionner le fonds concerné avec le slogan : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales » ;
- Si le coût total du projet dépasse 50 000 €, obligation d'afficher l'information dans les locaux du bénéficiaire ou sur le site (« **dans un lieu aisément accessible au public** ») par une affiche A3 ou une plaque mentionnant les éléments ci-dessus, l'intitulé du projet et ses objectifs. Le logo de l'Union européenne doit représenter au moins 25 % du panneau ou de l'affiche ;
- Cette affiche ou ce panneau doit perdurer pendant la durée de l'opération et le bénéficiaire doit pouvoir en apporter une preuve en cas de contrôle (photo). Si le bénéficiaire est aidé pour plusieurs opérations, il peut les regrouper sur un même document ;

- Au-delà de 500 000 €, il faut un panneau permanent.
- Si le bénéficiaire a un site internet, il doit y faire figurer l'opération sur une page spécifique, en y indiquant le soutien de l'Union européenne et un descriptif du projet. Le logo de l'Union européenne doit être directement en évidence dès que la page s'affiche (« sans avoir besoin de la faire défiler »). Un lien vers le site de la Commission européenne doit également être fait.

#### RAPPEL :

Les coûts de communication peuvent faire partie du coût du projet, mais il faut, dans ce cas, que le bénéficiaire fasse un plan de communication dans un document spécifique, joint à son dossier de demande de subvention.

Par ailleurs, la Région étant autorité de gestion du FEADER pour la période de programmation 2014-2020, il conviendra d'apposer systématiquement son logo en plus du drapeau européen.

#### TYPES D' ACTIONS ÉLIGIBLES<sup>4</sup>

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la nouvelle période de programmation des fonds européens, la nomenclature des contrats est renseignée par « milieu / n° de l'action / P ou R / nature des dépenses » avec :

Type de milieu	N pour ni-agricole ni-forestier / F pour forêt
Numéro de l'action	Cf. Programmation 2007-2013
Caractère ponctuel ou récurrent	P / R
Nature des dépenses	« i » pour une opération d'investissement

→ Exemple : A32301P (2007-2013) devient N01Pi (2014-2020)

#### Type d'opération 7.6.2 « Contrats Natura 2000 en milieux non-agricoles et non-forestiers » au titre de la sous-mesure 7.6 (ou 10.1 combinée)

- N01Pi - Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage
- N02Pi - Restauration des milieux ouverts par un brûlage dirigé
- N03Pi - Équipements pastoraux dans le cadre d'un projet de génie écologique
- N03Ri - Gestion pastorale d'entretien des milieux ouverts dans le cadre d'un projet de génie écologique<sup>5</sup>
- N04R - Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts
- N05R - Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger
- N06Pi - Réhabilitation ou plantation de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de vergers ou de bosquets
- N06R - Chantier d'entretien de haies, d'alignements d'arbres, d'arbres isolés, de bosquets ou de vergers
- N07P - Décapage ou étrépage sur de petites placettes en vue de développer des communautés pionnières d'habitats hygrophiles
- N08P - Griffage de surface ou décapage léger pour le maintien de communautés pionnières en milieu sec
- N09Pi - Création ou rétablissement de mares ou d'étangs
- N09R - Entretien de mares ou d'étangs
- N10R - Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles
- N11Pi - Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
- N11R - Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
- N12 Pi et Ri - Curage locaux des canaux et fossés dans les zones humides
- N13Pi - Chantier ou aménagements de lutte contre l'envasement des étangs, lacs et plans d'eau
- N14Pi - Restauration des ouvrages de petite hydraulique
- N14R - Gestion des ouvrages de petite hydraulique
- N15Pi - Restauration et aménagement des annexes hydrauliques
- N16Pi - Chantier de restauration de la diversité physique d'un cours d'eau et de sa dynamique érosive
- N17Pi - Effacement ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières
- N18Pi - Dévégétalisation et scarification des bancs alluvionnaires
- N19Pi - Restauration de frayères
- N20P et R - Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable
- N23Pi - Aménagements artificiels en faveur des espèces justifiant la désignation d'un site
- N24Pi - Travaux de mise en défense et de fermeture ou d'aménagements des accès
- N25Pi - Prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires
- N26Pi - Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact
- N27Pi - Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats
- N29i - Lutte contre l'érosion des milieux dunaires de la ceinture littorale, des plages et de l'arrière-plage
- N30 Pi et Ri - Maintien ou création d'écrans végétaux littoraux pour réduire l'impact des embruns pollués sur certains habitats côtiers sensibles
- N31i - Réhabilitation et protection de systèmes lagunaires
- N32 - Restauration des laisses de mer

<sup>4</sup> Au titre du décret du 20 décembre 2011 modifiant l'arrêté ministériel du 17 novembre 2008.

<sup>5</sup> Éligible à la sous-mesure 10.1 combinée à la sous-mesure 7.6.2.

**Types d'opérations 8.5.1 « Investissements améliorant la résilience et la valeur environnementale des écosystèmes forestiers - Volet « Contrats Natura 2000 en forêt » au titre de la sous-mesure 8.5**

- F01i - Création ou rétablissement de clairières ou de landes
- F02i - Création ou rétablissement de mares ou étangs forestiers
- F03i - Mise en œuvre de régénérations dirigées
- F05 - Travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production
- F06i - Chantier d'entretien et de restauration des ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
- F08 - Réalisation de dégagements ou débroussailllements manuels à la place de dégagements ou débroussailllements chimiques ou mécaniques
- F09i - Prise en charge de certains surcoûts d'investissement visant à réduire l'impact des dessertes en forêt
- F10i - Mise en défense de types d'habitat d'intérêt communautaire
- F11 - Chantiers d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable
- F12i - Dispositif favorisant le développement de bois sénescents
- F13i - Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats
- F14i - Investissements visant à informer les usagers de la forêt
- F15i - Travaux d'irrégularisation de peuplements forestiers selon une logique non productive
- F16 - Prise en charge du surcoût lié à la mise en œuvre d'un débardage alternatif
- F17i - Travaux d'aménagement de lisière étagée